

J'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Aujourd'hui, il a été reconnu à la Chambre qu'il allait y avoir la récupération fiscale des prestations versées aux personnes âgées et des allocations familiales. Est-ce que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être peut nous dire à quel seuil il va s'arrêter dans cette récupération fiscale? Est-ce qu'il va prendre le chiffre de \$26,000 dont il parlait la semaine dernière? Cela voudrait dire que plus de la moitié des travailleurs canadiens vont être arnaqués par cette récupération, qui est une remise en cause par le gouvernement du contrat social passé avec les Canadiens.

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je trouve les propos de la députée assez étonnants, puisque c'est son parti à elle qui a adopté \$26,330 comme seuil, alors que nous n'en avons pas fixé ni confirmé non plus. Comment se fait-il que non contente de dire qu'il est injuste, elle en tire argument pour prétendre que tout le système est injuste. Il est évident que notre système à nous va être plus juste que celui auquel elle a accordé son appui.

● (1440)

Des voix: Bravo!

Mme Copps: Monsieur le Président, je cite en fait les propos tenus par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social dans une interview au cours de laquelle il a déclaré que ce chiffre de \$26,000, c'était la référence adoptée.

LA DESCRIPTION DU SYSTÈME

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, est-ce que le ministre pense toujours ce qu'il a dit en novembre dernier:

Si nous laissons les choses telles quelles, nous conserverions un système qui non seulement n'est pas universel à strictement parler mais qui est en fait dégressif...

Est-ce qu'il pense que le régime universel qui tient tant à cœur à notre parti est un système dégressif?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je dirai à la députée qu'il suffit à mon avis d'examiner le système sans passion et à tête reposée pour voir qu'il est dégressif. Par exemple...

Mme Copps: Il l'est en effet.

M. Epp (Provencher): Oh, vous êtes d'accord? Permettez-moi de donner à la députée un exemple très bref...

M. Axworthy: Il n'y a pas...

M. Hnatyshyn: Laissez parler Sheila.

Des voix: Oh, oh!

M. Epp (Provencher): Tout d'abord, je veux dire à la députée qu'elle me cite de façon inexacte. J'aimerais bien qu'elle soit plus exacte.

Ensuite, d'après le projet d'exemption présenté par Revenu Canada aujourd'hui, il est dégressif en ce sens que ceux qui ont des revenus plus élevés profitent d'une plus forte réduction

d'impôt du fait de l'exemption. Il est certain qu'il y a dégressivité. Celui qui ne paye pas d'impôt n'a pas le droit à cet avantage. Donc, si c'est cela qu'elle juge dégressif comme moi, on peut dire que le régime est effectivement dégressif.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES IMPOSÉES AU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES—LES RÉPERCUSSIONS SUR LES PROGRAMMES

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, je regrette presque de devoir changer de sujet, mais je voudrais poser une question au premier ministre concernant une autre préoccupation universelle des Canadiens, à savoir la qualité de l'environnement. C'est une question d'universalité, que cela vous plaise ou non.

Hier, mon collègue, le député de Skeena, a diffusé des renseignements relatifs à l'étendue des compressions budgétaires imposées au secrétariat à l'environnement du Conseil national de recherches, qui effectue des études importantes sur les dangers du plomb contenu dans notre environnement pour les fœtus humains et les enfants. Ces programmes ont été supprimés. Le premier ministre ne croit-il pas qu'ils sont importants? Dans l'affirmative, seront-ils rétablis?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je crois certes que tous les programmes sont importants. Il a fallu se résoudre à en supprimer compte tenu des compressions budgétaires qui nous étaient imposées et des priorités qui ont été établies. J'espère que mon honorable ami conviendra que cela a été fait avec soin et dans le respect de l'environnement canadien dans son ensemble.

M. Blaikie: Monsieur le Président, je rappellerai au premier ministre que le déficit écologique que son gouvernement lèguera au Canada s'il persiste à supprimer ces programmes sera tout aussi grave, dans un tout autre ordre d'idées, que le déficit financier dont parle sans cesse le premier ministre.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE RÉEXAMINER LES COMPRESSIONS IMPOSÉES

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, quand le premier ministre et ses collègues se rendront-ils compte de l'imprévoyance tragique dont témoignent les compressions budgétaires imposées au secrétariat à l'environnement du CNR? Quand le gouvernement fera-t-il preuve d'une certaine souplesse du genre de celle qu'a manifestée, je crois, la ministre de l'Environnement la semaine dernière lorsqu'elle a déclaré que des modifications seraient peut-être apportées aux compressions budgétaires imposées aux programmes de recherche du Service canadien de la faune et que l'on réexaminerait l'ensemble des compressions budgétaires?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je crois qu'effectivement la ministre a parlé de cela la semaine dernière. Elle devrait être de retour à la Chambre demain. Je suis persuadé qu'elle sera ravie de s'entretenir de cette question avec le député.